

Journée ouverte Plateforme belge contre la pauvreté et l'exclusion sociale  
EU2020

31/01/2020

**Inclusion active et sociale des personnes éloignées du marché du travail –  
Opinion du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté.**

Le RWLP pourrait introduire son intervention en citant toute une série de chiffres démontrant à quel point l'intensité de travail dans les ménages belges est faible par comparaison à d'autres pays européens ainsi que les disparités entre les régions, à quel point le temps partiel (le plus souvent non-choisi) est appauvrissant, à quel point les femmes en sont particulièrement victime tout au long de leur carrière, à quel point la discrimination à l'emploi pour une question d'origine culturelle et/ou de critères socio-économiques est importante, à quel point il y a une distorsion entre le nombre de personnes qui cherchent du travail et le nombre d'emplois disponibles, à quel point des petits indépendants sont frappés par la pauvreté, à quel point déficiences physiques et/ou intellectuelle ne font que trop peu bon ménage avec un emploi digne de ce nom, à quel point les conditions de travail ne garantissent plus nécessairement de sortir de la pauvreté, etc. Vous connaissez cela, et il existe de très nombreuses études et articles qui explicitent cela presque quotidiennement aujourd'hui. Nous en ferons donc l'impasse ici pour aller vers ce qui importe le plus aux personnes concernées par la pauvreté qui fréquentent le RWLP et que nous représentons aujourd'hui.

Le RWLP propose d'alimenter la réflexion partagée ici avec vous en redéfinissant le titre de cette intervention. Ainsi au lieu de parler **d'inclusion active et sociale des personnes éloignées du marché du travail**, le RWLP suggère de s'emparer de formulations qui inverse le propos et qui nous semble plus juste avec la réalité mais aussi le point de vue à partir duquel proposer des recommandations. Et donc, **comment questionner, réfléchir et trouver des solutions qui permettent de réduire les inégalités, de sortir de la pauvreté et de favoriser la justice sociale par l'Inclusion active et sociale des personnes non pas éloignée de l'emploi et du marché du travail mais dont l'emploi s'est éloigné et dont le marché du travail ne veut plus.**

- Comment questionner et réfléchir l'inclusion active et sociale des personnes **que le marché du travail évolutif rejette, exclu, affaibli ou abîme prématurément, ou encore considère à un moment donné comme excédentaires.**
- Comment questionner et réfléchir l'inclusion active et sociale des personnes **alors que des tâches qui étaient réalisées dans le cadre de contrats d'emploi durables rémunérés hier, le sont aujourd'hui sous forme de bénévolat, de**

volontariat, de travail associatif<sup>1</sup>, de stage, de formation, d'emplois dit d'insertion et pourtant temporaires et sans lendemain (ce que sont trop souvent les Art60 et autres formes de mise à l'emploi/formation limitées dans le temps), d'interim, etc. ? Et tout cela beaucoup trop souvent étant contraint et non choisi sous peine de sanctions sur des allocations de remplacement.

- Comment questionner et réfléchir l'inclusion active et sociale **des personnes particulièrement vulnérables, affrontant la multifactorialité de la vie malgré la pauvreté, assumant une déficience intellectuelle et/ou physique ou encore la maladie, confrontées à la discrimination, dès lors que le marché de l'emploi a presque pour seul critère aujourd'hui la rentabilité financière immédiate et rapide, le rapport financier le plus plantureux pour les actionnaires, et dès lors considère maintenant le plus souvent la main d'œuvre comme une variable d'ajustement.**
- Comment questionner et réfléchir l'inclusion active et sociale **dès lors que les conditions de travail seront appauvrissantes au plan financier, et ce parfois tout au long de la vie jusqu'à la pension, plus encore pour les femmes, mais également au niveau de l'équilibre entre vie professionnelle et la vie privée. Il n'est pas rare que des personnes travaillent pour des revenus qui n'atteignent largement pas le seuil de pauvreté, que d'autres aillent chercher un complément au CPAS pour atteindre le niveau du RIS !**
- Comment questionner et réfléchir l'inclusion active et sociale **alors que l'on sait que moins les personnes sont qualifiées, moins elles peuvent choisir leur emploi au risque d'être considérées comme capricieuses, fainéantes ou difficiles, et au plus elles doivent déjà être contente d'avoir un revenu même si il ne permet pas de vivre décemment et donc encore moins de pouvoir compenser l'inconfort et les contraintes de l'emploi (les horaires coupés ou à pause, la mobilité, la garde des enfants, etc.). Alors qu'au contraire plus les personnes sont qualifiées, plus il est considéré normal de se réaliser à travers un travail choisi, gratifiant au plan de la rémunération mais aussi des conditions de vie. Dès lors comment garantir la sortie de la pauvreté par l'emploi si ceux qui devraient y trouver les conditions de travail les plus soutenantes sont le plus souvent confrontées à l'inverse.**
- Comment questionner et réfléchir l'inclusion active et sociale **pour les personnes qui devraient être les plus respectées et donc les moins exploitées, pour établir et rétablir une confiance avec la société et avec elles-mêmes. Nous pensons particulièrement au travail dans les prisons ou pour des personnes en détention hors de la prison. Comment garantir des conditions de travail réellement émancipatrices et pas le contraire, comment penser le travail aussi avant la sortie de détention comme élément de prévention notamment du grand risque de sans-abrisme ? Nous pensons notamment au travail au sein d'entreprises de travail adapté dans lesquelles des personnes porteuses de handicap n'arrivent plus à trouver leur place tant la rentabilité a pris le pas sur le sens et les autres valeurs.**
- Comment questionner et réfléchir l'inclusion active et sociale **lorsque l'on sait à quel point l'enseignement est porteur d'inégalités sociales et de la reproduction de celles-ci pour les enfants et les jeunes qui vivent dans des**

---

<sup>1</sup> <https://finances.belgium.be/fr/asbl/travail-associatif>

**familles qui se débattent pour vivre malgré la pauvreté et/ou qui sont d'origine étrangère. Ce qui forcément affaiblira ces enfants et ces jeunes durant tout leur parcours scolaire, et singulièrement pour accéder à des formations en phase avec les évolutions sociétales actuelles.** Pour réduire les inégalités et lutter contre la pauvreté ce sont ces enfants et ces jeunes-là qui devraient bénéficier du meilleur tout au long de leur formation précisément pour optimiser leurs potentialités peut-être enfouies compte tenu des conditions de vie difficiles qui sont les leurs, pour se lancer dans la vie professionnelle et dans la vie tout court.

- **Comment questionner et réfléchir l'inclusion active et sociale dès lors que nos gouvernements successifs ne considèrent plus le droit au chômage qui découle du droit au travail comme un droit légitime qui doit soutenir sérieusement pour le temps nécessaire à reconnecter avec l'emploi, mais le considère comme un privilège excessif qu'il faut mériter et dans le cadre duquel l'exclusion est considérée comme normale ! Les personnes remplissent alors les salles des CPAS, si elles s'y rendent et si le droit peut y être accordé. CPAQ qui eux-mêmes deviennent aussi trop souvent des acteurs du contrôle de l'insertion par l'emploi... avec la possibilité aujourd'hui d'exclure du RIS en toute légalité pour des raisons de non-mobilisation suffisante de la personne vers l'emploi.**

C'est à partir de ces différents questionnements, dont nous ne prétendons pas à l'exhaustivité ici, que le RWLP suggère que soit évoquées quelques recommandations très partielles que nous soumettons aujourd'hui à la réflexion :

- I. Le RWLP propose que les acteurs professionnels concernés par l'inclusion active et sociale travaillent avec la population concernée, soit le premier intéressé, pour apporter des réponses à la question suivante afin de prendre les bonnes décisions en la matière : **à quelles conditions un emploi permet-il de sortir de la pauvreté ?** Ceci en abordant notamment :
  - la hauteur du revenu et du lien entre ce revenu et la possibilité de garder des compléments sociaux à définir (lien avec la réflexion sur une fiscalité juste dans le cadre du travail).
  - la situation initiale de la personne en terme d'endettement car renouer avec un travail peut amener à des recouvrements de dettes qui vont appauvrir la personne pendant des mois voire des années alors qu'elle travaille. Donc comment travailler sur l'endettement pour que la personne puisse décentement renouer avec l'emploi.
  - Les conditions matérielles et financières d'accès au travail : mobilité, garde d'enfants, etc.
  - La manière dont les femmes ne peuvent plus être préjudiciées lorsqu'elle renoue avec le travail. Au contraire, comment corriger ce qui les pénalise dès lors qu'elles ont une vie professionnelle.
  - la formation liée à l'emploi ou de l'emploi qui permet de se former... donc du rythme de la personne, de son accompagnement au sein du cadre emploi, etc.
  - le contrat à temps plein, mais aussi de contrat à temps partiel pour les personnes pour qui il serait trop difficile de travailler à temps plein. Et donc comment garantir des revenus et compléments qui conduisent à une vie décente même

dans le cadre d'un temps partiel (lien avec la réflexion sur la réduction collective du temps de travail).

- Les conditions les plus stabilisées pour les populations les plus fragiles : les personnes porteuses de handicap, les personnes en détention et à la sortie de la détention, etc.
  - Les essais, erreurs, et accompagnement dans un parcours emploi qui ne pourra pas nécessairement être stabilisé rapidement (lien avec le soutien aux employeurs qui s'engagent dans une telle démarche ; lien avec les exclusions du chômage, des allocations d'insertion, du RIS, avec la dégressivité des allocations de chômage).
  - le cadre de l'ubérisation, de l'économie collaborative, l'économie circulaire... qui ne peuvent en rien affaiblir des conditions de vie décente de travailleur, travailleuse.
  
  - Les stages, emplois en tournante (Art60 et autres pièges liées à des aides à l'emploi au bénéfice de l'employeur), l'interim, etc. qui n'offrent que des perspectives à courts termes, des conditions de travail parfois trop souvent indécentes, alors que les personnes évoquées ici devraient trouver le contraire pour entrer dans un parcours de sortie de la pauvreté par le travail.
  
  - Le choix de son travail, librement choisi.
  - L'évidence que le travail doit conduire non seulement à la sortie de la pauvreté, mais également au droit à l'aisance. Ce droit à l'aisance revêt les aspects suivants : bénéficier d'un revenu qui permet de payer ce qui est nécessaire pour vivre chaque mois, de payer les factures annuelles, une épargne pour affronter un coup dur de la vie mais aussi pouvoir s'offrir de petits plaisirs considérés comme normaux pour celui qui ne vit pas dans le trop peu de tout ( partir quelques jours en vacances, pouvoir s'offrir un souper spaguettis sans aigreur dans le ventre au resto du coin, aller à la piscine ou au cinéma, etc.).
2. Le RWLP propose que les acteurs professionnels concernés par l'inclusion active et sociale travaillent avec la population concernée, soit le premier intéressé, pour réfléchir et travailler concrètement à l'option suivante : **comment créer une grande quantité d'emplois qui feront du bien à celles et ceux qui l'exerce, à celles et ceux qui en bénéficient, ainsi qu'à l'environnement, à la biodiversité, au climat, aux liens sociaux, aux aînés, enfants et jeunes dans notre société, à la réappropriation de la vie collective dans les quartiers, les villes, les villages ?** Ceci en abordant notamment :
- L'emploi qui forme et non plus nécessairement la formation qui précède un emploi : un contrat d'emploi d'abord (working first) dans le cadre d'un contenu de travail librement choisi, avec l'encadrement, l'accompagnement et la formation ad-hoc.
  - L'identification de la masse des emplois de proximité nécessaire dans notre société qui correspondent à une telle option.
  
  - La création massive potentielle d'emplois de service public dans ce cadre.
  - L'implication des acteurs du privé dans ce cadre.

- La sortie de la contrainte à aller vers des emplois déterminés, mais revenir aux choix des personnes comme porte d'entrée réussie vers le fait de se reconnecter à l'emploi.
  - Le sens de l'emploi connecté à la vie locale, la vie sociale, les besoins humains et environnementaux.
3. Le RWLP propose que les acteurs professionnels concernés par l'inclusion active et sociale travaillent avec la population concernée, soit le premier intéressé, pour réfléchir et travailler concrètement à l'option suivante : **comment réfléchir l'accompagnement des chômeurs et chômeuses dans l'intérêt de celle-ci, pour que cet accompagnement conduise à des processus positifs pour les personnes.**
  4. **Le RWLP demande que toutes les mesures vexatoires et appauvrissantes prises sous les dernières législatures au niveau de l'exclusion du chômage, de la dégressivité des allocations, des contraintes sur le RIS dans les CPAS à travers le PIIS et la conduite vers l'emploi, de la remise à l'emploi forcée de personnes malades, de la complexité des statuts et des vides entre les statuts, de la possibilité pour les employeurs d'engager dans des sous-conditions de travail, soient totalement revues soient totalement remises en cause.**

Le RWLP croit à l'importance du travail et de l'emploi. Le RWLP sait que les personnes, pour la toute grande majorité d'entre elles, souhaitent travailler. Ce sont les conditions de travail qui éloignent de l'emploi, les conditions de vie, pas l'envie de travailler. Les personnes ont envie de se sentir partie prenante de la société, utiles pour d'autres. Nous pensons que c'est par la confiance et non la défiance qu'une société évolue dans des conditions saines. Nous pensons que c'est par des emplois de sens, librement choisis, et dans de bonnes conditions que les solutions se trouvent. Beaucoup de personnes, de jeunes, et même de jeunes très diplômés ne s'y trompent pas aujourd'hui... le sens commun et les valeurs leur importent. Nous pensons que toutes les formes d'exploitation par le travail doivent être combattues.

**Nous pensons que notre société d'aujourd'hui et de demain a besoin de reconnecter l'emploi avec le travail de sens. Et c'est uniquement comme cela que la pauvreté pourra être combattue par l'emploi, le travail et la formation.**